

Les Entretiens Enseignants-Entreprises

L'université d'été du monde de l'enseignement et de l'entreprise

LES PARTENAIRES SOCIAUX FACE À LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE : ONT-ILS (VRAIMENT) TOUT ESSAYÉ ?

Conférence animée par **François Lenglet**, France 2

Patrick Artus, Chef économiste Natixis, Universitaire Paris I

Stéphane Lardy, Secrétaire confédéral en charge du dossier assurance chômage de Force Ouvrière

Corinne Prost, Chef du département des études économiques, INSEE

Alexandre Saubot, Directeur général délégué, Haulotte, président UIMM

P ARTUS : adopte une approche polémique. Si on voulait faire baisse le chômage on pourrait le faire facilement et rapidement :

- Exclusion faite des reformes structurelles (fin salariat)
- Baisser coût du travail non qualifié, baisser SMIC et remplacer par un transfert public
- Mettre de la sécurité dans les licenciements décentraliser le système de formation professionnelle tout en développant apprentissage
- changer fonctionnement pôle emploi (prestataires privés)
- Substituer la loi par les accords de branche/ d'entreprise
- arrêter de laisser entrer les jeunes dans des filières sans débouchés.

C PROST : le taux d'emploi est stable depuis 20 ans avec des fluctuations cycliques mais pas de gros changements, les mutations profondes sont devant nous :

Le taux emploi des seniors a progressé, on est revenu sur l'idée qu'enlever les seniors du marché du travail allait diminuer le chômage.

Dualisation marché du travail, le taux CDD (12%) est stable depuis 2000, mais on observe un raccourcissement de la durée, donc une instabilité croissante, les règles assurance chômage (cumul alloc/salaire) participent et amplifient ce phénomène. aux USA l'instabilité baisse.

Salaires dynamiques en tout cas plus que la productivité, forte baisse des marges. Salaires trop dynamiques.

A SAUBOT : on retrouve globalement les mêmes personnes au chômage (jeunes, vieux, non qualifiés) à cause du marché dual. On a tout essayé sauf ce qui marche. Les partenaires sociaux ont en charge des sujets mais il faut se demander qui est responsable de quoi ? Tout ne passe pas par le dialogue social (notamment pour réduire la dualité du marché du travail), la confiance est le préalable du dialogue social, mais ne se fait pas du fait de la défiance cumulée entre part sociaux en entreprise, ce qui stérilise la prise de risque.

S LARDY : il est certain que les part sociaux ont un impact sur le marché du travail, on peut faire des accords mais quel modèle de société voulons nous ?

FL : On baisse les charges sur les bas salaires depuis 1993 le chômage des SMICARDS reste élevé.

P ARTUS : la baisse des charges sur les hauts salaires à un effet haussier sur les salaires, il faut baisser le smic (par exemple par des taux de cotisation négatifs). Il faut baisser massivement le cout du travail non qualifié (dont l'élasticité de 2).

C PROST : on a pas baissé le cout du travail non qualifié car on a subventionné les coup de pouce (coût smic stable depuis 1993)

S LARDY : baisser le SMIC en baissant les charges il n'est pas contre, mais crée des trappes à bas salaires et à sous qualification. La vraie question est quel modèle de société on veut ? cela pose le problème de la pérennité du système social. Il ne pense pas que les modalités l'indemnité chômage aient un impact sur le chômage et rejette les effets néfastes des cumuls.

A SAUBOT : le fonctionnement du corps social d'une entreprise fait que l'on arbitre du salaire contre de l'emploi (ex : négo annuelle). Licenciement : on a fait le choix de l'indemnisation plutôt que du reclassement, il faudrait au contraire un système d'incitation au retour à l'emploi, ne pas laisser les gens s'installer dans l'emploi.

Le problème du chômage, c'est la durée 18 mois en moyenne et non le nombre seul

P ARTUS : modèle insider catastrophique mais on y est. Dans les pays nordiques, le mix indemnisation forte et obligation de formation permet de faciliter la flexibilité. On ne peut pas utiliser la myopie du salaire nominal car il n'y a pas d'inflation et une baisse des marges (car augmentation des salaires).